

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°...../AONO/MINFI/CIPM/2024 DU 20 FEB 2024

POUR LE GARDIENNAGE ET LA SURVEILLANCE DE CERTAINS BATIMENTS DU MINISTERE DES FINANCES

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du projet cité en objet, le Ministre des Finances lance un Appel d'Offre National Ouvert pour le gardiennage et la surveillance de certains bâtiments du Ministère des Finances pour le compte de l'exercice Budgétaire 2024.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres visent la sécurisation et le gardiennage des biens meubles, immeubles et des personnes dans certains bâtiments et immeubles du ministère des finances en deux (02) lots indépendants. Elles se présentent ainsi qu'il suit :

2 -1 -Sécurisation et gardiennage 24 heures sur 24 heures et 7 jours sur 7 jours par des vigiles bien formés, entraînés et bien équipés ;

2-2- Contrôle des mouvements des usagers et véhicules à toutes les entrées par :

- la vérification des cartes nationales d'identité ;
- l'enregistrement des usagers, au cas où le ministère des finances n'a pas de veilleur de jour ;
- la fouille des véhicules suspects entrants et sortants ;
- des rondes régulières toutes les 02 heures ;

La tenue d'un registre des données sur toutes les opérations menées et faits enregistrés au quotidien (main courante), le cas échéant

3. Délai d'exécution :

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage est de douze (12) mois.

4. Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offre sont réparties en deux lots suivant les sites ainsi qu'il suit :

lot	SITE
01	CENTRE REGIONAL DES IMPOTS DU CENTRE1 (CRICI)
	CENTRE REGIONAL-TSINGA
	CDI MEFOU ET AFAMBA
	CDI HAUTE SANAGA
	CDI MBAM ET INOUBOU
	CDI MBANDIOUCK
	CDI MEFOU et AKONO
	CDI MONATELE
	CDI NYONG et KELLE
	CDI NYONG et MFOUMOU
	CDI OBALA
	CDI MBAM et KIM
	CDI SA'A

2	CONTROLE FINANCIER REGIONAL
	CENTRE DE PERFECTIONNEMENT(DGI)
	CENTRE DES IMPOTS OMNISPORT
	BATIMENT « A » et « B » DU MINFI
	IMMEBLE EX CNR
	BATIMENT ABRITANT LES SERVICES DE LA DECOP et la CIPM/MINFI
	DIRECTION DE LA NORMALISATION ET DE LA COMPTABILITE MATIERE
	CONTROLE FINANCIER REGIONAL DU CENTRE (Quartier Tsinga entre marché 8é)

NB : L'adjudicataire ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

5. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de chaque lot est le suivant :

LOT N° 1 : Cent vingt-cinq millions (125 000 000) F CFA TTC.

LOT N° 2 : soixante-dix millions (70 000 000) FCFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute société de droit camerounais dont l'expérience et l'expertise sont avérées dans le gardiennage et la surveillance.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de fonctionnement du Ministère des Finances au titre de l'Exercice 2024, sur la ligne d'imputation 58 65 201 02 390000 361481 pour un montant TTC de cent quatre-vingt-quinze millions (195 000 000) FCFA TTC.

8. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être retiré auprès de la Direction des Ressources Financières du Ministère des Finances, Service des Marchés, porte 335, bâtiment « A » Tél. : 222 22 54 86, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA, représentant les frais d'acquisition du DAO.

9. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et d'une durée de validité de trente (30) jour, dont les montants sont donnés dans le tableau ci-après en fonction des lots :

N°	MONTANTS DES CAUTIONS EN FCFA
LOT N° 1	2 500 000
LOT N° 2	1 400 000

Cette caution entrera en vigueur dès la date limite de soumission et restera valable jusqu'au trentième (30^{ème}) jour inclus après le délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement être en cours de validité conformément à la réglementation en vigueur.

L'absence ou le non respect du modèle de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère en charge des Finances, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté auprès de la Direction des Ressources Financières du Ministère des Finances, Service des Marchés, porte 335, bâtiment A, Tél. : 222 22 54 86,

11. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels devront parvenir contre récépissé au Ministère des Finances, Direction des Ressources Financières, Sous –Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés sis au Bâtiment « A » porte 335) à Yaoundé au plus tard le 20.03.24 à 13 heures, date limite de remise des offres et devra porter la mention :

NO 000002
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°...../AONO/MINFI/CIPM/2024 DU
.....20.03.24 2024
POUR LE GARDIENNAGE ET LA SURVEILLANCE DE CERTAINS BATIMENTS DU
MINISTERE DES FINANCES
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

12. Durée de validité des offres

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pour un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le 20.03.24 à 13 heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI sise à Mvog Ada (face collège Montesquieu) en présence des Soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés. Il faudrait préciser qu'en cas d'absence d'un soumissionnaire, il ne pourra envoyer qu'un seul représentant.

14. Critères éliminatoires

Les Critères éliminatoires sont les suivants :

- Fausses déclarations, substitution ou falsification des pièces administratives ;
- Absence d'une pièce administrative ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif à l'ouverture des plis (toutefois en cas de non-conformité, à sa demande ou celle de la commission, le soumissionnaire dispose d'un délai supplémentaire de 48h à compter de l'ouverture des plis pour rendre conforme, la pièce non conforme, faute de quoi il sera éliminé);
- Absence d'un prix unitaire conjointement dans le Devis quantitatif estimatif (DQE) et le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- Absence de la déclaration de non abandon et de non défaillance dans l'exécution des au cours des deux (02) dernières années,
- Absence de référence qu cours des 5 derniers années ;
- Plus de deux (02) marchés en cours d'exécution au Ministère des Finances;
- Absence d'un Agrément ou d'un récépissé certifié de demande d'agrément relatif à l'exercice des activités de gardiennage ;
- Non-respect des normes la RSE :
 - Personnel affilié et télédéclaré à la CNPS :
 - Supérieur ou égal à 50 pour les lots 1 (joindre liste détaillée du personnel assortie de leurs immatriculations individuelles à la CNPS, joindre l'APS attestant de la régularité du paiement des cotisations et les télé déclarations des 03 derniers mois) ;
 - Supérieur ou égal à 30 pour les lots 2 (joindre liste détaillée du personnel assortie de leurs immatriculations individuelles à la CNPS, joindre l'APS attestant de la régularité du paiement des cotisations et les télé déclarations des 03 derniers mois) ;
 - Juste rémunération (respect du SMIG : joindre DIPE ou état des salaires) ;

- Respect du principe de la promotion du genre : au moins 20% de genre féminin dans l'effectif lorsque celui-ci est supérieur à cinq personnes (joindre la liste du personnel assortie du rapport genre) ;
- Assurance de responsabilité civile couvrant l'exercice en cours (joindre attestation d'assurance).

NB : En cas de groupement chaque entreprise devra respecter les normes RSE ci-dessus listées.

15. Critères essentiels

Les offres des soumissionnaires seront évaluées suivant les critères ci-après :

15.1 Critères essentiels de qualification

N°	CRITERES	POINTS
1	Présentation de l'offre	3
2	Références générales de l'Entreprise	20
3	Capacité de financement	10
4	Expérience et Qualification du personnel clé	24
5	Conformité aux normes HQSE	8
6	Connaissance des sites	6
7	Preuves d'acceptation des conditions du Marché	4
8	Moyens logistiques	12
9	Méthodologie et organisation	13
	Total	100

Ces critères sont détaillés par des sous critères dans le RPAO. La note technique minimale requise pour l'ouverture des propositions financières est de 70 points sur 100.

1. Méthode de sélection du prestataire

Les propositions seront classées en fonction de leurs scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de pondérations ("T" étant le poids attribué à la Proposition technique et "F" le poids accordé à la Proposition financière), comme suit :

$$S = St \times T + Sf \times F, \text{ avec } Sf = \frac{Mn}{M} \times 100,$$

où :

$$\left\{ \begin{array}{l} T = 0,7 \text{ et } F = 0,3 \\ (S) : \text{Score définitif} \\ (Mn) : \text{est le montant de l'offre complète, conforme et moins-disante ;} \\ (M) : \text{est le montant de l'offre considérée.} \end{array} \right.$$

Le score technique minimum requis est de 70/100. Et seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint ce seuil seront ouvertes dans le cadre du présent Appel d'Offres.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disant et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres ; c'est-à-dire, celui ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé.

17. Nombre maximum de lots

Un même soumissionnaire peut être attributaire d'un (01) lot, au maximum,

18. Durée de validité de l'offre

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Visite des sites

Une visite guidée des sites est prévue par le Maître d'Ouvrage après la publication du présent Avis d'Appel d'Offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances, - Direction des Ressources Financières du MINFI, Service des Marchés porte (335) Tél :222 22 54 86.

Fait à Yaoundé, le **20 FEV 2024**

Le Ministre des Finances

Ampliations :

- MINMAP
- ARMP/JDM;
- CIPM
- Affichage (pour information)
- Archives / Chronos



Louis Paul MOTAZE

MINISTERE DES FINANCES

MINISTRY OF FINANCE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES
MARCHES

INTERNAL TENDERS BOARD

NOTICE OF NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS
NO. 0000 / AONO / MINFI / CIPM / 2024 FROM..... 20 FEB 2024
**FOR THE GUARDING AND MONITORING OF CERTAIN BUILDINGS OF THE
MINISTRY OF FINANCE**

1. Purpose

As part of the execution of the project mentioned above, the Minister of Finance is launching a national open call for tenders for the guarding and surveillance of certain buildings of the ministry of finance for the 2024 budget year.

2. Consistency of service

The services covered by this Invitation to tender are for the security and guarding of movable and immovable assets and of persons in certain buildings and properties of the Minister of Finance in two (02) independent lots. They are as follows:

2 -1 –Security and guarding 24 hours a day and 7 days a week by well-trained, trained and well-equipped security guards;

2-2- Control of user and vehicle movements at all entrances by:

- Verification of National Identity Cards;
- Registering users, if the Minister of Finance does not have a day watch;
- Searching suspicious incoming and outgoing vehicles;
- Regular rounds every 02 hours;
- Keeping a record of all operations carried out and facts recorded on a daily basis (daybook), where applicable.

3. Completion time

The maximum execution period provided by the Client is twelve (12) months.

4. Allotment

The services subject of this invitation to tender are divided into two lots according to the sites as follows:

lot	SITE
01	CENTRE REGIONAL DES IMPOTS DU CENTRE1 (CRICI)
	CENTRE REGIONAL-TSINGA
	CDI MEFOU ET AFAMBA
	CDI HAUTE SANAGA
	CDI MBAM ET INOUBOU
	CDI MBANDJOUCK
	CDI MEFOU et AKONO

	CDI MONATELE
	CDI NYONG et KELLE
	CDI NYONG et MFOUMOU
	CDI OBALA
	CDI MBAM et KIM
	CDI SA'A
	CONTROLE FINANCIER REGIONAL
	CENTRE DE PERFECTIONNEMENT(DGI)
	CENTRE DES IMPOTS OMNISPORT
2	BATIMENT « A » et « B » DU MINFI
	IMMEUBLE EX CNR
	BATIMENT ABRITANT LES SERVICES DE LA DECOP et la CIPM/MINFI
	DIRECTION DE LA NORMALISATION ET DE LA COMPTABILITE MATIERE
	CONTROLE FINANCIER REGIONAL DU CENTRE (Quartier Tsinga entre marché 8é)

NB: The successful tenderer may not be awarded more than one (01) lot.

5. Estimated cost

The estimated costs for each lot are as follows:

LOT N ° 1: One hundred and twenty-five million (125 000 000) F CFA including tax.

LOT N ° 2: seventy million (70 000 000) FCFA including tax.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to any company under Cameroon law whose experience and expertise are proven in the supply of electronic equipment.

7. Financing

The services, which are the subject of this Invitation to Tender, are financed by the Operating Budget of the Ministry of Finance for the 2024 Fiscal Year, on line 58 65 201 02 390000 361481 for an amount of one hundred and ninety-five million (195 000 000)TTC .

8. Acquisition of the bidding document

The Tender File may be withdrawn from the Ministry of Finance - Financial Resources Department - Sub-Department of Budget and Equipment - Contracts Service - Bloc A Room 335 - Telephone: 222 22 54 86, email : servicemarches.minefi@yahoo.fr against presentation of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of one hundred thousand (100 000) francs CFA.

9. Bid bond

Each tenderer must attach to his administrative documents, a tender deposit of an amount established by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance and valid for thirty (30) days, the amount of which is given in the table below according to the lots:

N°	AMOUNT IN CFA F
LOT N° 1	2 500 000
LOT N° 2	1 400 000

The absence of the bid bond issued by a bank approved by the Ministry of Finance or non-compliance with the templates of the tender documents, will result in outright rejection of the offer

On pain of rejection, the other administrative documents required must be produced in originals or certified true copies by the issuing service, in accordance with the stipulations of the Supplementary Regulations of the Invitation to Tender. They must be valid in accordance with the regulations in force.

The absence or non-compliance with the model of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance of the Republic of Cameroon, will result in outright rejection of the offer without any recourse.

10. Consultation of the bidding document

The Tender File can be consulted at the Financial Resources Department of the Ministry of Finance, Contracts Service, room 335, bloc A, Tel. : 222 22 54 86, email : servicemarches.minefi@yahoo.fr

11. Submission of tenders

Each bid, written in English or in French in seven (07) copies, including the original and (06) six copies marked as such, must be filed with the Ministry of Finance - Financial Resources Department - Sub-Department of Budget and Equipment - Contracts Service - Bloc A Room 335 no later than 13 o'clock ~~13 MAY~~ 2024, at 2 pm, and bear the following wordings:

NO 000000 NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS **20 FEB 2024**
NO. / AONO / MINFI / CIPM / 2024 FROM.....
FOR THE GUARDING AND MONITORING OF CERTAIN BUILDINGS OF THE
MINISTRY OF FINANCE "To open only in a counting session"

13. Opening of bid

The opening of the files will be done at one time.

The opening of envelopes A containing the administrative documents, B containing the technical offers and C containing the financial offers, will take place on..... at 14 O'clock in the meeting room of the Internal Internal Tenders Board of the MINFI located at Mvog Ada building opposite college Montesquieu sitting in the presence of tenderers who wish or their duly authorised representatives .

14. Eliminary criteria

14.1 Eliminary Criteria

Eliminatory criteria are as follows:

- False statement, replacement or forged administrative document;
- Absence of an administrative document at the opening of bids or non-compliance of one of the administrative documents (however, in case of non-compliance, at the request of the bidder or the commission, the bidder has a deadline of 48h, to produce a compliant document, otherwise he shall be eliminated);
- Absence of a unit price in both the Quantities and Estimates and the Schedule of Unit Prices;
- Absence of reference only during the last five (5) years;
- Technical score less than 70 points out of 100;
- Absence of a declaration of non-abandonment or non-failure in the execution of contracts prior to the NSIF during the last two (02) years and signed by the Contracting Authority or his duly mandated representative;
- Have more than two (02) contracts in progress with the MINISTRY OF FINANCE;
- Absence of an Approval or a certified receipt for an application for approval to carry out guarding activities;
- Non-compliance with CSR standards:
 - Workforce affiliated at the NSIF:
 - Greater than or equal to 50 for lots 1 and 2 (attach a detailed list of personnel together with their individual insured registration numbers with the NSIF, attach Clearance Certificate (APS) attesting to the regularity of payment of contributions and the online declarations for the last 03 months);
 - Greater than or equal to 30 for lots 3 and 4 (attach a detailed list of personnel together with their individual insured registration numbers with the NSIF, attach Clearance Certificate (APS) attesting to the regularity of payment of contributions and the online declarations for the last 03 months);
 - Fair remuneration (respect of SMIG: attach DIPE or salary statement);
 - Respect of the principle of gender promotion: at least 20% of female workers when it is greater than five (05) people (attach the list of personnel with gender report);
 - Liability insurance covering the current financial year (attach insurance certificate).

NB: In case of grouping, each of the companies must comply with CSR standards listed above.

15. Essential criteria

The tenderers' bids will be evaluated on the following criteria:

14.2 - Essential Qualification Criteria

No.	CRITERIA	POINTS
1	Presentation of the Offer	3
2	General References of the Company	20
3	Funding Capacity	10
4	Experience and Qualification of Key Personnel	24
5	Compliance with HQSE Standards	8
6	Knowledge of the sites	6
7	Proof of acceptance of the terms of the Contract	4
8	Logistical Resources	12
9	Methodology and Organisation	13
	Total	100

These criteria are detailed in the specification of this Tender file. The minimum technical score required for the opening of financial offers is 70 out of 100

2. Service Provider Selection Method

Proposals will be ranked according to their combined technical (St) and financial (Sf) scores after the introduction of weightings (T being the weight given to the Technical proposal and F being the weight given to the Financial Proposal), as follows:

$$S = St \times T + Sf \times F, \text{ with } Sf = \frac{Mn}{M} \times 100,$$

or:

M

$T = 0,7$ and $F = 0,3$
(S): Final Score
(Mn): is the amount of the complete, complete and lower bid;
(M): is the amount of the offer under consideration.

The minimum technical score required is 70/100. Only the financial bids of bidders who meet this threshold will be opened under this Invitation to Tender.

16. Award

The Contracting Authority will award the Contract to the bidder whose bid is judged to be the most responsive and compliant with the Tender File, i.e., the bidder with the highest combined technical and financial score.

3. Maximum Number of Lots

A bidder may be awarded a maximum of one (01) lot.

4. Validity of Bids

Bidders shall remain committed to their offers within a period of ninety (90) days from the date set for the submission of their bids.

5. Sites Visit

A visit to the site is planned by the Contracting Authority, after publication of this Invitation to Tender.

17. Additional information

Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance Department of Financial Resources Sub-Department of Budget and Equipment – Public Contracts Service - Block A, Room 335 (Telephone: 222 22 54 86).

Copies:

- MINMAP
- PCRA
- SOPECAM
- President ITB
- Billboard
- Chrono/Archives

The Minister of Finance

20 FEB 2024



Louis Paul MOTAZE